

ARRÊTÉ

**portant abrogation de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 octobre 2019
relatif au dépôt d'hydrocarbures exploité par la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE
situé sur la commune de Vern-sur-Seiche**

**Le préfet de la région Bretagne
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 181-14, L. 511-1 et R. 181-45 ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment les dispositions des articles 5 et 8 relatives à la prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 octobre 1994 modifié, complété en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 janvier 2013, autorisant la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE à exploiter un dépôt d'hydrocarbures sur la commune de Vern-sur-Seiche, au 12 rue de la Croix Rouge ;

VU le rapport d'accident relatif à la gestion d'une fuite de fioul domestique, transmis par la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE, par courrier daté du 24 juin 2019, et concernant son site de Vern-sur-Seiche ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 7 août 2019, établi dans le cadre de la gestion de cette fuite de fioul domestique ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 octobre 2019 prescrivant des mesures de suivi de dépollution du site et de surveillance des eaux souterraines ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 octobre 2022 portant sur la gestion de la pollution par la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE suite à la découverte d'une fuite de fioul domestique sur son site de Vern-sur-Seiche ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a répondu de manière satisfaisante à l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 octobre 2019 en mettant en œuvre les mesures attendues de gestion de la pollution et en apportant les éléments permettant de s'assurer de la pertinence de l'arrêt des opérations de dépollution ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

Article 1er : L'arrêté préfectoral complémentaire du 2 octobre 2019, prescrivant à la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE des mesures de suivi de dépollution et de surveillance des eaux souterraines sur son site situé 12 rue de la Croix Rouge à Vern-sur-Seiche, est abrogé.

Article 2 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative, le tribunal administratif de Rennes :

1° Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° susvisés.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site : <https://www.telerecours.fr>

Article 3 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Vern-sur-Seiche et pourra y être consultée.
- Un extrait de l'arrêté sera affiché à la mairie de Vern-sur-Seiche pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.
- L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de la commune de Vern-sur-Seiche.

Fait à Rennes,

Pour le préfet,
Le secrétaire général

Le 25/10/2022



Paul-Marie CLAUDON